

13^{ème} Sommet de l'Union africaine : les dirigeants africains créent l'Autorité de l'Union

Du 1^{er} au 3 juillet, les chefs d'Etat de l'Union africaine (UA) se sont réunis à Syrte, en Libye, dans le cadre du 13^{ème} Sommet de l'UA, dont le thème était « *Investir dans l'agriculture pour la croissance économique et la sécurité alimentaire* ». Les questions agricoles ont cependant été éclipsées par les débats, souvent tendus, sur le gouvernement de l'institution panafricaine, sujet cher à Mouammar Kadhafi, président en exercice de l'UA et hôte de la rencontre. Le sommet a ainsi décidé de la création d'une « *Autorité* » commune qui sera chargée de coordonner la politique de défense du continent et « *de représenter l'UA au sein des organismes internationaux notamment dans le domaine de la politique extérieure* ». Pour le dirigeant lybrien c'est une avancée majeure vers les « *Etats-Unis d'Afrique* » dont il a fait sa priorité. « *Nous avons décidé la création d'une autorité qui parlera d'une seule voix au nom de l'Afrique* » a-t-il commenté. Pour certains diplomates, les conclusions de la rencontre représentent toutefois « *une avancée timide* » car l'Autorité, qui doit être ratifiée par les Etats membres de l'UA pour entrer en vigueur, est mal perçue par certains pays, qui n'ont d'ailleurs pas participé au rendez-vous de Syrte.

L'ONU cherche une réponse durable à la crise économique et financière mondiale

Du 24 au 26 juin, près de 120 des 192 Etats membres des Nations unies (ONU) se sont réunis à New York pour participer à la conférence sur la crise financière et économique mondiale et son impact sur le développement. La rencontre, une première pour le système onusien, a adopté un document contenant des propositions pour répondre aux besoins actuels et futurs des pays en développement. Elles appellent à « *fournir suffisamment de ressources sans conditionnalités injustifiées* », à « *redoubler d'efforts pour soulager la dette* » avec un « *statu quo* » temporaire dans le contexte de la crise, et à la réforme des institutions financières internationales, basée sur une meilleure représentation des pays en développement et une coordination avec le système des Nations unies. Le document soulève également le besoin de « *combattre la circulation illicite des capitaux et l'évasion fiscale* » et de « *réguler le système financier global* ». Un groupe de travail devrait être créé pour assurer le suivi des questions soulevées lors de la réunion. Considérée par certains comme une redondance du G20, l'initiative de l'ONU est, d'après l'un des organisateurs, une action complémentaire car elle traite sur le long terme les problèmes des pays en développement, la plupart ne faisant d'ailleurs pas partie du G20. « *C'est un véritable G-192 qui a réussi à parler d'un ton nouveau pour remettre durablement les sociétés humaines sur le chemin de la prospérité* » a déclaré Miguel d'Escoto Brockmann, le président de l'Assemblée générale de l'ONU. « *C'est la reconnaissance que l'ONU doit jouer un rôle en assurant que le système économique et financier global fonctionne pour les pays en développement, là même où les institutions financières internationales ont échoué (...)* Même s'il y a eu peu d'engagements spécifiques, il y a des ouvertures pour pousser un certain nombre de réformes » souligne le représentant d'une ONG qui a suivi les travaux de la conférence.

L'intégration régionale comme remède à la crise en Afrique

Dans le contexte actuel de la crise économique et financière mondiale, l'intégration régionale représente pour le continent africain « *le meilleur moyen de corriger les faiblesses structurelles de ses économies* ». Telle est la principale conclusion de l'édition 2009 du Rapport sur le développement économique en Afrique que la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced) a lancé le 26 juin à New York. Intitulée « *Renforcer l'intégration économique régionale pour le développement de l'Afrique* », la publication indique que le commerce intracontinental ne concerne en Afrique que 9% des échanges, tandis que cette proportion atteint 18% en Amérique latine, 45% en Asie et 70% en Europe. L'Afrique, dont les économies reposent essentiellement sur l'exportation de matières premières - le pétrole est le premier poste à l'export et compte pour 60% des exportations totales -, devrait ainsi subir de plein fouet la dépression du commerce international. Couplé à « *une baisse des investissements directs étrangers, de l'aide publique au développement et des envois de fonds des travailleurs migrants* », ce phénomène devrait entraîner une chute de la croissance sur le continent, celle-ci passant d'environ 7% en 2007 à moins de 3% en 2009. D'après la Cnuced, l'intégration régionale africaine souffre des coûts élevés du transport, supérieurs de 130% à ceux du reste du monde, et d'un manque de diversité de l'offre. « *La régionalisation de l'économie aura un impact évident sur les investissements, la productivité, la diversification industrielle et la compétitivité* » a souligné Supachai Panitchpakdi, le secrétaire général de la Cnuced, en appelant les dirigeants africains à dynamiser les nombreuses unions douanières et groupements économiques que comporte le continent.

Sources : AFP, AllAfrica, Cnuced, Eurodad, Le Monde, Union africaine, ONU.